



Action logement : Conservons les politiques de logement au plus près des travailleurs

Par Thierry Cadart, secrétaire national de la CFDT

Au moment où Action Logement lance des campagnes importantes sur la rénovation énergétique des logements, la vitalité et la mixité des centres-villes en matière de logement, le gouvernement envisage de ponctionner Action Logement d'un milliard d'euros, dans le cadre de la future loi de finances.

Pour la CFDT, si chaque organisme doit contribuer dans cette période de crise, il est inadmissible, qu'une fois de plus, sans consulter les partenaires sociaux, une décision gouvernementale puisse infléchir fortement la politique d'accompagnement d'un organisme paritaire au service des salariés. **Pour la CFDT cette ponction ne saurait servir uniquement à équilibrer le budget de l'État, les sommes prélevées doivent rester au service du logement des travailleurs, notamment de la rénovation énergétique.**

Par ailleurs Les informations publiées dans les journaux depuis plusieurs mois sur l'avenir d'Action Logement suscitent des craintes et des interrogations légitimes chez les 18 000 salariés du groupe.

La CFDT tient à rappeler le rôle majeur d'Action Logement pour loger les salariés (plus de 100 000 logements attribués en 2019), pour accompagner la mobilité des travailleurs, pour la rénovation urbaine et plus généralement pour le logement social.

Dans sa déclaration de politique générale le Premier ministre, Jean Castex, avait affirmé sa volonté de dialoguer et de construire avec les partenaires sociaux.

Un véritable dialogue social doit s'ouvrir pour définir l'avenir d'Action Logement dont la gouvernance doit rester paritaire pour porter au mieux les attentes des travailleurs.



Documents

[ACTION LOGEMENT Conservons les politiques de logement au plus près des travailleurs](#)